

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

DE 1962 A 1972

Le corps électoral aura plus changé dans sa composition professionnelle que dans sa répartition par classes d'âge

Malgré l'adoption, le 7 mai dernier, d'une loi permettant aux jeunes gens ayant franchi récemment le cap de leur majorité légale de s'inscrire sur les listes, le corps électoral français reste très « vieux », et, contrairement à ce que l'on croit souvent, il ne faut pas s'attendre à un rajeunissement important dans les prochaines années, l'arrivée à l'âge des responsabilités politiques des classes d'âge nombreuses de l'après-guerre étant compensée par l'élargissement des étages supérieurs de la pyramide (du fait de l'allongement de la durée de la vie).

Il est intéressant de replacer la silhouette de l'électorat actuel — telle qu'elle s'esquisse au travers des chiffres de 1968 — dans le paysage qui s'étend de 1962 (date des secondes élections législatives de la V^e République) à 1972 (année qui précède une autre échéance du calendrier parlementaire). Cette comparaison révèle que la population française en âge de voter change plus dans sa composition professionnelle que dans sa répartition par classe d'âge, les faits marquants étant d'une part la diminution du nombre des commerçants, artisans et agriculteurs, clientèle électorale des

partis modérés (deux travailleurs sur dix seulement en 1972 contre quatre sur dix en 1954), et d'autre part la progression des effectifs des cadres et employés, professions nouvelles aux comportements politiques mal connus, ainsi que des ouvriers, surtout qualifiés. D'une façon générale, la France devient un pays de salariés (76 % en 1968 contre 65 % en 1954).

La comparaison des pyramides des âges des Français ayant le droit de vote en 1962 et 1968, dates des deux derniers recensements, montre que les électeurs de plus de quarante ans conservent dans le pays une confortable majorité qui reste stable autour de 60 % et qu'un électeur sur six a encore plus de soixante-cinq ans.

La proportion des jeunes, riches d'espoirs et souvent d'illusions, s'accroît-telle beaucoup d'ici aux élections législatives de 1972 ? Les électeurs potentiels de moins de trente ans représenteront à cette date 22,6 % du corps électoral au lieu de 20 % aujourd'hui (si la majorité légale était abaissée à dix-huit ans, ce taux passerait à 27,7 %). Mais le groupe des plus de quarante ans, celui dans lequel on trouve par dé-

finition le plus d'hommes attachés au maintien de l'ordre et de l'équilibre des richesses, continuera de peser du même poids, 60 % environ, à cause du faible nombre d'électeurs de trente à quarante ans (personnes nées entre 1932 et 1941).

Si l'effectif des jeunes électeurs a augmenté en valeur absolue entre 1962 et 1968 (+1 500 000 environ), leur importance relative en revanche n'a crû que faiblement (en raison de l'allongement de la durée de la vie). En fait, l'entrée massive des jeunes électeurs dans les isolements ne sera effective qu'en 1974-1975. Et encore faudra-t-il tenir compte de la tendance de ces jeunes à s'inscrire avec retard sur les listes. Des études faites dans différentes villes et publiées par M. Lancelot (1) montrent que les nouveaux électeurs, et surtout les jeunes femmes, sont peu empressés à s'inscrire. Lorsqu'ils le font, ils s'abstiennent plus souvent que les électeurs plus âgés : dans certaines villes où des enquêtes ont pu être faites, on a constaté que 35 à 47 % des jeunes de vingt et un à vingt-neuf ans n'étaient pas inscrits, alors que la proportion ne dépasse pas 5 à 6 % pour la moyenne de l'électorat français.

Il convient d'être nuancé quand on parle du rajeunissement du corps électoral : en termes purement quantitatifs, le poids des jeunes restera assez faible — mais peut-on s'en tenir aux seuls chiffres ? Comme le note Aline Coutrot dans une brève étude sur les nouveaux électeurs (2), le « phénomène le plus important peut être d'ordre psychologique ». Les jeunes feront de plus en plus entendre leur voix : déjà cette année la participation massive à certaines réunions électorales au Palais des sports autour de M. Krivine comme autour de MM. Rocard et Duclos, les défilés des jeunes Lillois lors de la venue de M. Pompidou dans le Nord, ne sont-ils pas les signes avant-coureurs d'un style nouveau de campagnes électorales ? Tout dépendra peut-être en définitive du comportement des cadres, des employés et des ouvriers qualifiés, dont les effectifs sont appelés à s'accroître rapidement...

JEAN-PIERRE DUMONT.

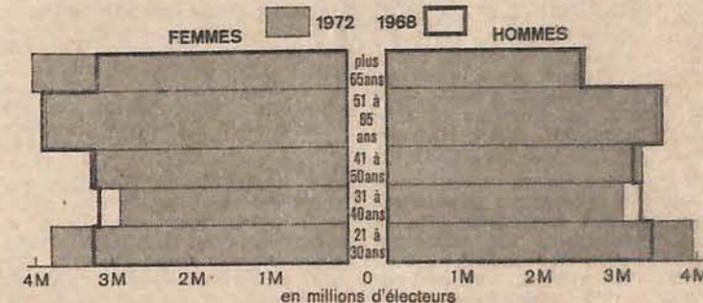
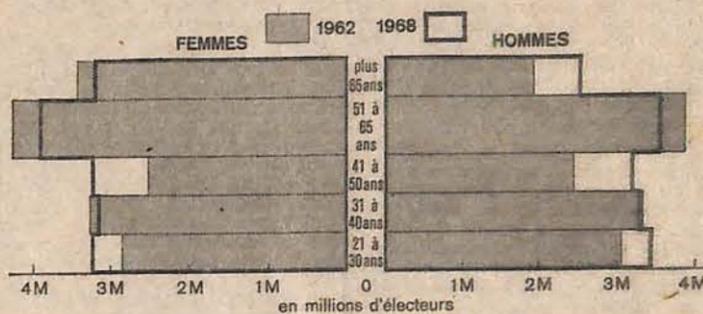
(1) L'Abstentionnisme électoral en France, Editions Armand Colin.
(2) Revue française de science politique, n° 3, juin 1968. Presses universitaires de France.

La population en âge de voter

Classes d'âge	1954	1962	1968	1972
21-30 ans	21,2 %	19 %	20,3 %	22,6 %
31-40 ans	17,1 %	21,2 %	19,7 %	17,4 %
Plus de quarante ans	61,7 %	59,8 %	60 %	60 %

Le tableau ci-dessus donne la répartition de la population française en âge de voter. Il est à noter que si, en 1968, le droit de vote avait été accordé dès l'âge de dix-huit ans, la proportion des habitants de plus de quarante ans dans le corps électoral potentiel se serait trouvée ramenée de 60 % à 55,5 %, tandis que celle des jeunes de moins de trente ans aurait progressé de 20,3 % à 26 %.

Le corps électoral est très vieux



Les recensements électoraux se faisant à la main, il n'est pas possible de dresser les pyramides des âges du corps électoral au sens strict du terme. Force est donc d'utiliser les pyramides de la population française en âge de voter telles qu'elles résultent des recensements au 1/20 de 1962 et 1968 et des « perspectives tendancielles » pour 1972. Il s'agit de la population recensée, dont il faudrait déduire les étrangers non naturalisés et les condamnés. Toutefois, selon M. Lancelot, auteur d'une étude sur « l'Abstentionnisme électoral en France », les différences entre population recensée et population en âge de voter sont minimes, mais 6 % des Français ne s'inscrivent pas sur les listes électorales.

La comparaison entre le corps électoral potentiel actuel et celui de 1962 d'une part et celui de 1972 d'autre part montre que la tendance au vieillissement ne sera pas réellement inversée par la poussée de la jeunesse.

LE SCRUTIN DU 5 DÉCEMBRE 1965

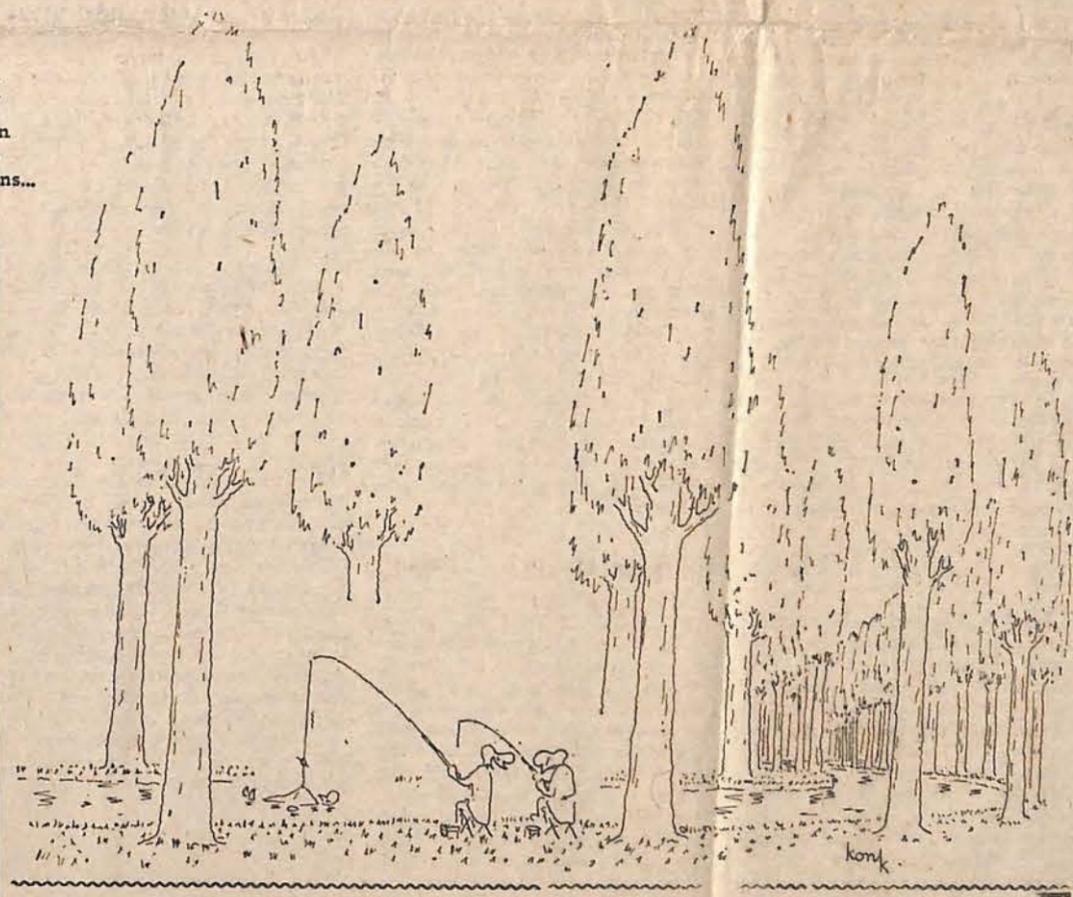
	METROPOLE			DEPART. OUTRE-MER			TERRIT. OUTRE-MER			TOTAL		
	Voix obtenues	% suffr. expr.	% inscr.	Voix obtenues	% suffr. expr.	% inscr.	Voix obtenues	% suffr. expr.	% inscr.	Voix obtenues	% suffr. expr.	% inscr.
Inscrits	28 233 167			453 939			226 316			28 913 422		
Votants	24 001 961			306 344			194 652			24 502 957		
Abstentions	4 231 206 (14,98 %)			147 595 (32,51 %)			31 664 (13,99 %)			4 410 465 (15,25 %)		
Bulletins blancs ou nuls	244 292 (0,86 %)			3 025 (0,66 %)			1 086 (0,47 %)			248 403 (0,85 %)		
Suffrages exprimés	23 757 669			303 319			193 566			24 254 554		
DE GAULLE	10 386 734	43,71	36,78	270 308	89,11	59,54	171 481	88,59	75,77	10 828 523	44,64	37,45
MITTERRAND	7 658 792	32,23	27,12	25 357	8,35	5,58	9 854	5,09	4,95	7 694 003	31,72	26,61
LECANUET	3 767 404	15,85	13,34	2 370	0,78	0,52	7 345	3,79	3,24	3 777 119	15,57	13,06
TIXIER-VIGNANCOUR	1 253 958	5,27	4,44	2 866	0,94	0,63	3 384	1,74	1,49	1 260 208	5,19	4,35
MARCILHACY	413 129	1,73	1,46	1 233	0,40	0,27	656	0,33	0,28	415 018	1,71	1,43
BARBU	277 652	1,16	0,98	1 185	0,39	0,26	846	0,43	0,37	279 683	1,15	0,96

Trait

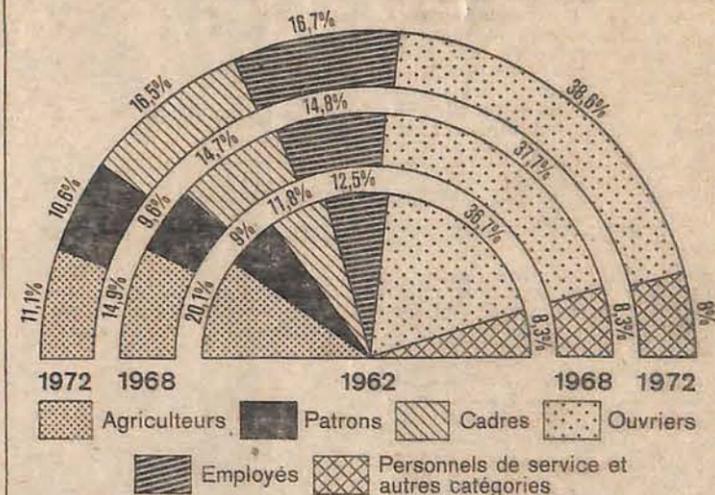
par KONK

Ils sont loin les petits soucis quotidiens...

MICHEL ROCARD



Les cadres et les employés représenteront le tiers de la population active en 1972



Le graphique ci-dessus, établi à partir des récentes statistiques de l'INSEE sur la population active française (« le Monde de l'économie » du 27 mai) permet de mesurer avec précision le changement de la composition professionnelle du corps électoral français en dix ans. Si l'on compare les perspectives d'emploi pour 1972 aux chiffres de 1954, ce changement prend l'allure d'un véritable bouleversement. Les agriculteurs seront en effet dans trois ans trois fois moins nombreux que les cadres et employés, alors qu'en 1954, quatre ans avant la V^e République, ils étaient presque une fois et demie plus nombreux. En dix-huit ans, la proportion d'agriculteurs dans la population active sera ainsi passée de 26,7 % à 11,1 % et celle des cadres et employés de 19,5 % à 33,2 %. Ces derniers, dont le comportement politique est mal connu, représenteront donc en 1972 le tiers de la population active à eux seuls.

LE MONDE A TRAVERS LA PRESSE

Dès son ouverture le 16 mai, la campagne pour le premier tour de l'élection présidentielle française a été suivie avec beaucoup d'intérêt à l'étranger. Des sept candidats en présence, deux ont presque exclusivement retenu l'attention : MM. Poher et Pompidou. Si les augures favorisent plutôt le président intérimaire, l'éventualité d'une victoire de l'ancien premier ministre du général de Gaulle est cependant prise en considération. Elle semble même souhaitée en Union soviétique. En revanche,

un succès de M. Poher comblerait les vœux de nos voisins allemands et britanniques, encore que ces derniers s'expriment moins nettement, dans le souci sans doute de ne pas compromettre les chances des futures négociations pour leur entrée dans le Marché commun.

A cet égard, la Grande-Bretagne s'interroge plus qu'aucun autre pays — à l'exception peut-être d'Israël — sur les conséquences possibles de l'élection sur la politique extérieure française.

En Italie, les préoccupations sont différentes : on entend de plus en plus fréquemment annoncer un « juin italien » intervenant un an après le « mai français ». L'issue des élections en France sera donc interprétée comme l'indication d'une solution possible pour ce pays.

La presse étrangère concentre son attention sur les deux gagnants possibles de la consultation au point d'en oublier les autres candidats. Les commentateurs soviétiques

font exception, mais c'est pour stigmatiser les candidats de gauche ; seul, M. Duclos, bien entendu, est épargné. Les noms de MM. Defferre et Mendès France ne sont que très rarement cités dans les commentaires étrangers. Ce désintérêt à l'égard de M. Mendès France est d'autant plus remarquable que l'ancien premier ministre avait fait l'objet d'articles extrêmement élogieux en mai et juin 1968 dans la presse américaine et britannique.

L'élection présidentielle du 1^{er} juin

« Les deux candidats du centre, écrit DIE WELT (Hambourg, chaîne Springer), sont des personnalités dépourvues de tout pouvoir de fascination historique ou personnel. D'aucun des deux n'émane un pouvoir charismatique. Aucun des deux ne peut se réferer à une autre légitimité qu'à celle des élections libres et de la Constitution. Tous les deux sont en ce sens des candidats « civils et politiques. »

Le TIMES (Londres, indépendant), oppose l'« expérience » et la « volonté » de M. Pompidou à la « simplicité » de M. Poher et trouve dans cette qualité du président intérimaire l'explication de « l'attrait qu'il a exercé sur le peuple français, dès sa prise de fonctions. »

« M. Poher, c'est vrai, a l'air rassurant, renchérit LA LIBRE BELGIQUE (Bruxelles, catholique conservateur), et ce n'est pas lui bien sûr qui traiterait les Français de « beaux ». Avec lui, il n'y a plus de complexes à avoir. Avec de Gaulle, les Français se sentaient sevrés. M. Poher leur apporte de l'affection par gerbes entières. »

Par son style, la campagne électorale inspire à plusieurs journalistes américains des réflexions sur l'« américanisation » des mœurs politiques françaises. Pour NEWSWEEK (New-York, indépendant), c'est M. Pompidou qui « personnifie le mieux ce « new look ». Mais malgré ce style, « les candidats et leurs thèmes, ajoute

l'hebdomadaire américain, demeurent résolument français ».

Tentés de ne voir, dès le premier tour de la consultation, qu'un duel Pompidou-Poher, la plupart des commentateurs étrangers analysent ce qui distingue ces deux candidats. Cet « étrange affrontement qui oppose le centre au centre », estime LE PHARE-DIMANCHE (Bruxelles, indépendant), rend « fort inconfortable la position de M. Pompidou, puisque cet homme du pouvoir gaulliste est obligé de se dégaulliser, de telle manière qu'il en vient à dévaloriser son action passée ».

Pour le DAILY TELEGRAPH (Londres, conservateur), les Français ont la tâche difficile de choisir entre « un homme animé d'intentions excellentes, mais dont on ne connaît pas les aptitudes à gouverner (M. Poher), et un homme aux intentions incertaines mais qui a fait la preuve de ses capacités (M. Pompidou) ». « Le choix entre Pompidou et Poher est davantage qu'une décision, entre deux candidats à la présidence, écrit DIE WELT. Pompidou dispose d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, avec laquelle il pourrait gouverner pour quatre ans. (...) Son problème est d'être élu. Le problème de M. Poher serait de gouverner après l'élection. »

dants ». Dans ces conditions, seul M. Duclos « représente authentiquement les intérêts de la classe ouvrière et de tous les travailleurs ».

La crainte d'un changement d'orientation de la politique extérieure de la France qui perçoit sous les commentaires soviétiques se retrouve également dans la presse du monde arabe. Au Liban, tandis qu'AL CHAAB (nassriste) qualifie de « noms politiques qui n'hésitent pas à sacrifier les intérêts de leur pays » les candidats à la succession du général de Gaulle, le HAYAT (droite) se demande si les sionistes en France sont plus puissants que les juifs en Amérique, et il

exprime l'espoir que « les tentatives de pression sionistes n'aient aucun effet sur l'attitude de la France à l'égard des arabes ». LE JOUR (Beyrouth, indépendant) consacre quatre articles à ce thème et conclut : « Le monde arabe semble s'être subitement désintéressé du devenir français et du successeur du général de Gaulle (...) ; l'opinion publique arabe est d'autant plus indifférente que les deux principaux candidats lui semblent être sous la coupe de l'influence sioniste et lui rappellent Nixon et Humphrey, quand ils se sont livrés à une surenchère effrénée au sujet de l'affaire des Phantom et de la sécurité d'Israël. »

« Israël ne doit pas s'engager dans la polémique »

La presse d'Israël remarque que le Moyen-Orient occupe une place importante dans la campagne électorale, mais elle hésite à fonder trop d'espoirs sur les déclarations des candidats. « Les

candidats s'entortillent dans des déclarations qui peuvent donner lieu à toutes les interprétations », écrit le HAARETZ (libéral), qui demande : « Pourquoi M. Poher préfère-t-il employer un langage

impécis ? » S'interrogeant, pour sa part, sur le fait de « savoir si les candidats pourront agir rapidement pour amener une révision de l'attitude de la France tant dans sa politique que dans ses engagements », OMER (quotidien de la centrale syndicale Histadrout) conclut : « Israël doit se garder de s'engager dans la polémique qui oppose gaullistes et anti-gaullistes, afin de faciliter une amélioration des rapports entre les deux pays. »

La Grande-Bretagne est sans doute le pays étranger qui attend avec le plus d'intérêt le résultat de l'élection présidentielle. C'est dans ce pays que les commentaires sont les plus nombreux, fournissant des spéculations — parfois contradictoires — sur les perspectives de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun. « Il n'y a rien à redire aux idées proclamées par M. Poher », écrit à ce sujet le DAILY TELEGRAPH ; « en revanche, M. Pompidou, bien que suspect quant aux problèmes de l'Europe, ... ferait probablement un excellent leader pour son pays. « Un choix difficile pour la France », conclut le quo-

tidien conservateur, et « d'un grand intérêt pour la Grande-Bretagne ».

Le TIMES pèse également les convictions européennes des deux candidats. S'il donne sur ce point l'avantage à M. Poher, il conclut cependant que « le résultat des élections françaises ne peut que faire du bien à la cause européenne ». Le spécialiste des questions européennes du FINANCIAL TIMES (quotidien de la Cité) se garde d'une trop grande euphorie. A son avis, il reste encore bien des obstacles à surmonter avant que lord Chalfont puisse prendre la tête d'une délégation britannique chargée de négocier à Bruxelles. « Il ne fait pas de doute, écrit-il, que la nouvelle administration française se montrera plus subtile que le général de Gaulle, mais on ne peut être certain qu'elle ne soulèvera pas des objections d'ordre intégrationniste plutôt que nationaliste à la candidature britannique. » Le GUARDIAN (libéral) est plus affirmatif : « Si M. Poher l'emporte, l'avenir de l'Europe s'en trouvera transformé », mais ce journal tempère de lui-même cet optimisme en estimant que, la France étant « imprévisible », « elle peut envoyer le gaulliste Pompidou à l'Élysée comme successeur du général ».

Qui l'emportera ?

Qui l'emportera de M. Poher ou de M. Pompidou ? La presse étrangère, qui n'accorde pas la moindre chance aux autres candidats, n'exclut pas une victoire de l'ancien premier ministre du général de Gaulle, même si, dans l'ensemble, elle considère que le président intérimaire dispose de meilleurs atouts que son rival. Dans le JOURNAL DE GENEVE (libéral), René Payot écrit : « M. Pompidou se sert d'un argument dont l'effet est certain. Il peut montrer aux Français qui aspirent à la tranquillité que, s'il est élu, il disposera d'une imposante majorité à la Chambre ; comme la France traversera encore une période difficile, un chef intelligent, désireux de créer une large majorité nationale, ne déplaiera pas à une majorité de la population, même s'il se montre quelque peu autoritaire. Mais à ce courant qui est favorable à M. Pompidou s'en oppose un autre. De nombreuses personnes ont déclaré qu'elles voulaient un changement. Ce désir de renouveau est le meilleur atout dont dispose M. Poher. »

L'atout déterminant pour M. Poher, écrit l'hebdomadaire américain TIME, serait l'apport d'une caution officielle du général de Gaulle à M. Pompidou. « C'est tout ce qui lui manque, remarque TIME, pour lui assurer une victoire certaine. » Quant à l'argument suivant lequel l'appoint nécessaire des voix communistes pourrait, au contraire, nuire à M. Poher, le NATIONAL ZEITUNG (Bâle, radical) répond : « M. Poher a déclaré rechercher les suffrages de tous les Français sans distinction aucune. M. Pompidou reproche à son concurrent de ne pouvoir l'emporter sans les voix communistes. Il oublie simplement que le général de Gaulle lui-même a toujours recherché les suffrages de tous les Français, y compris des électeurs communistes. »

« La partie sera extrêmement serrée », estime, en Belgique, le COURRIER DE LA BOURSE (indépendant), « quand M. Poher se trouvera seul en face de M. Pompidou pour la deuxième tranche de la campagne, il pourrait ne plus être de taille. » Pour LA FEUILLE DE LAUSANNE (indépendant), « le perdant sera la gauche, la gauche traditionnelle, des communistes aux plus roses des socialistes ». Mais « pour le gagnant, les données sont moins précises. (...) La France demeure, sinon craintive, du moins méfiante. Si la victoire ne va pas au plus rassurant, elle pourrait bien aller en fin de compte à celui qui dénoncera le plus gros danger. »

En fin de compte, pour le FINANCIAL TIMES, la politique intérieure déterminera le choix des Français, mais « le vainqueur, quel qu'il soit, héritera d'une situation inquiétante. Depuis le début de la campagne référendaire, une tendance bien naturelle à esquiver les problèmes économiques qui minent la France a prévalu. Le général de Gaulle avant le référendum et le gouvernement intérimaire depuis, ont hésité à prendre les mesures d'austérité qui manifestement s'imposent pour améliorer la balance commerciale. »

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'Administration.

Directeur de la publication : H. Beauvieux

Imp. du « Monde », 5, r. des Italiens, Paris

Le match Pompidou-Poher : deux conceptions du rôle du président

La similitude des programmes des deux candidats est relevée dans de nombreux éditoriaux. Ainsi la FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG (milieu d'affaires) note que « les promesses électorales de l'ancien premier ministre coïncident avec celles de M. Poher, comme si elles avaient été calquées les unes sur les autres à l'exception d'une conception fondamentalement différente concernant les compétences du chef de l'Etat ». On trouve la même remarque dans PRESENT (Bruxelles, chrétien) : « Au centre de ce match Pompidou-Poher, il y a la conception même du rôle présidentiel. M. Poher, un homme issu des partis qui firent la IV^e République, estime que le président doit être un arbitre ; M. Pompidou, homme de la V^e

Republique, défendra les conceptions d'un régime présidentiel. »

Les jugements portés trahissent souvent une préférence de l'étranger pour M. Poher. Cette préférence est nettement affirmée en Allemagne fédérale où la RHEINISCHE POST (Düsseldorf, proche de l'Union chrétienne démocrate) remarque : « Poher n'est pas encore élu, il n'a pas encore constitué le gouvernement et il n'a pas encore en face de lui un Parlement qui lui soit favorable. Toutefois ses déclarations montrent avec quelle rapidité les choses changent en France et avec quelle rapidité elles évoluent dans une direction avec laquelle les voisins de la France ne peuvent qu'être absolument d'accord. »

La presse soviétique concentre ses attaques sur M. Poher

En Union soviétique, les sentiments exprimés sont fort différents. La presse s'émue du fait qu'il y ait quatre candidatures à gauche. « C'est ce qu'il y a de plus tragique dans la campagne actuelle », écrit la LITERATOURNAYA GAZETA (journal des écrivains) : quant à MM. Poher et Pompidou, selon ce même journal, « ils représentent la même classe » ; même s'ils appuient sur différentes fractions de cette classe, « tous les deux représentent le passé ». De ces deux candidats, M. Poher est nettement le moins estimé. Le journal des écrivains note qu'il s'inspire de Robert Schuman, de Paul Reynaud, d'Adenauer, ce qui est « déjà tout un programme ».

Les IZVESTIA le critiquent plus sévèrement encore : « Alain Poher se présente officiellement comme le candidat des centristes mais, en même temps, il s'appuie sur divers groupements de droite, y compris des ultra-réactionnaires comme Tizier-Vignancour, Georges Bidault et Jacques Soustelle », écrit le correspondant à Paris de l'organe du gouvernement soviétique, M. Zykov. Toujours selon lui, si M. Poher ne précise pas trop ses intentions en politique extérieure, d'autres s'en chargent pour lui, comme l'AURORA, « qui préconise le retour

de la France au sein de l'OTAN ». Pompidou contre-attaque, ajoute-t-il, en se prononçant « pour le maintien de l'indépendance du pays ».

De même la PRAVDA, dans une série d'articles de son envoyé spécial à Paris M. Rattiani, note que M. Poher compte essentiellement « sur l'appui des groupes monarchiques du capital français favorables à une politique « atlantique », sur ceux qui voudraient devenir les partenaires juniors des monopoles américains et d'autres monopoles internationaux, avec les avantages provisoires que cela leur promet ». Mais si, selon lui, « le camp politique de la grande bourgeoisie a pu s'offrir le luxe d'une lutte concurrentielle entre différents groupements », cette situation est due à la désunion de la gauche ; le quotidien du parti communiste soviétique ne ménage pas ses attaques contre M. Defferre, « qui a mené au sein du parti socialiste pendant toutes les années de la collaboration avec les communistes », que contre M. Rocard, émanation des « politiciens amateurs de la carte gauchiste du groupement dénommé P.S.U. » Quant à M. Krivine, il est un « renégat » soutenu par « quelques débris du trotskysme qui entreprennent les services correspon-

(Suite de la première page.)

Ce système les entraîna malgré eux à maintenir l'Afrique dans le délaissement qu'ils déplorent.

Une presse, un gouvernement, soucieux d'instruire la nation, curieusement assis contre le courant, entrepris de nous expliquer ces problèmes difficiles. Mais, à peu d'exceptions près, la première ne brille guère par l'esprit pédagogique. Quant au second, l'indifférence collective lui permet trop d'agir à sa guise au sud du Sahara pour qu'il ne s'en accomode pas avec une satisfaction secrète. Nulle part mieux que là, en effet, le gaullisme ne dispose de conditions idéales pour étendre une omnipotence conforme à sa philosophie. La faiblesse économique de nos partenaires, le jeu des ambitions, des rivalités, rendent certains dirigeants locaux très vulnérables aux procédés obliques de sa diplomatie cadestine. Il faut à celle-ci de l'ombre, l'épaisse torpéur d'une conscience publique obscurcie par le désenchantement.

Ce machiavélisme ne fonctionne d'ailleurs pas sans accros. En 1967, la V^e République misa au Dahomey sur le général Soglo. Elle lui offrit contre tout bon sens une visite officielle à Paris, deux semaines avant

sa déposition par les prétoriens. L'année suivante, le secrétaire d'Etat à la coopération, M. Yvon Bourges, partit pour Bamako voir M. Modibo Keita, sans réaliser qu'il traitait à huit jours près avec un homme perdu. Dès lors, comment s'étonner si les simples citoyens se lassent de remous exotiques par trop déconcertants et si, dans les meilleurs journaux, la rubrique spécialisée, naguère si florissante, se réduit désormais aux nouvelles du Biafra ?

Le gouvernement français use mal des libertés de manœuvres qu'il tire de cette fatigue. En principe, la coopération reste pour lui une grande affaire. En réalité, elle ne passionna jamais personne, en dehors des deux premiers ministres chargés de la mettre en œuvre, MM. Jean Foyer et Raymond Triboulet. Nos diplomates, eux, considèrent presque tout le continent noir comme un astre mort. Ils s'y intéressent dans les limites de leur appartenance à l'U.D.R. ou considèrent les ambassades locales comme un moyen d'avancement. L'absence de traditions africanistes au Quai d'Orsay explique leur incivisme élégant, spirituel. Il les incite à un navrant dilettantisme, lorsque l'évolution interne des nouveaux Etats devrait plutôt les rendre vigilants.

Le monopole perdu

Longtemps après l'indépendance, il aura suffi d'être Français pour jouir d'une audience privilégiée entre Abidjan et Brazzaville. Nous disposions sur place d'un personnel de valeur, légué par l'administration coloniale et la France d'outre-mer. Ses membres restés comme « coopérants » dans les territoires où ils avaient parfois servi une vie entière possédaient la confiance des autochtones, une précieuse expérience des problèmes. Partout, sauf en Guinée, Russes, Allemands, Américains, se brisèrent sur l'éternel « assistant » laissé par la loi-cadre de 1956 ou la Communauté de 1958, fort actif auprès des responsables.

Mais les anciennes possessions françaises ne viennent pas de traverser en vain neuf ans d'avatars et de crises. A travers les échecs économiques, les erreurs politiques, elles prennent maintenant une conscience plus nette de leurs insuffisances et de leurs besoins. Pour avoir parcouru le monde, fréquenté l'ONU, leurs dirigeants disposent d'une meilleure connaissance des hommes. Il ne suffit plus de venir

des bords de la Seine pour leur en imposer. Or ce phénomène intervient au moment même où l'âge élimine peu à peu le corps d'élite organisé sous les précédentes Républiques, sans que la V^e s'occupe de former des remplaçants. Il fallait naguère sortir de l'Ecole coloniale pour aller en Afrique, étudier pendant deux ans les langues, les coutumes, l'histoire du pays, avant d'occuper un poste. Désormais, les services parisiens expédient indistinctement le même fonctionnaire au Québec ou à Ouagadougou.

En apparence, toute une logique de la décolonisation plaide en faveur de ce système. Si l'indépendance donne à tous les Etats le même statut juridique, il n'existe aucune raison d'accréditer au sud du Sahara une variété particulière de diplomates. Mais, en réalité, la prépondérance de nos intérêts locaux et la participation financière de la France au développement des territoires l'associent trop à la gestion des affaires pour qu'ils n'attendent pas d'elle un personnel sélectionné. Certes, l'ambiguïté des rapports entre Noirs et Blancs les incite parfois à refuser leur agrément à d'anciens cadres coloniaux, trop renseignés sur leurs problèmes. Cette répugnance détermine en partie le choix du Quai d'Orsay.

Les efforts fournis par l'U.R.S.S. et les Etats-Unis pour se doter d'africanistes efficaces devraient pourtant inspirer une autre conduite. Jusqu'en 1958, les deux Grands connaissaient mal le monde noir, dont Londres et Paris les tenaient éloignés par méfiance envers leur anticolonialisme. Les erreurs commises par MM. Khroutchchev et Kennedy à Conakry, au Congo, durent beaucoup à cette insuffisance. Depuis lors, ils travaillent à s'instruire. En Amérique,

Faute de consentir les investissements indispensables à l'éducation spécialisée, nous risquons de prendre à brève échéance un retard irréparable. L'ardeur fortuite mise par quelques parlementaires gaullistes à s'occuper du Biafra peut masquer ce problème. Pour l'essentiel, il n'en commande pas moins tout notre avenir africain.

GILBERT COMTE.

BORDAS/DICTIONNAIRES/BORDAS/DICTIONNAIRES



en français : Avoir une faim de loup
en allemand : Kohldampf schieben
renifler le fumet des choux

Illustration publicitaire d'une expression choisie dans le texte.

WEIS-MATTUTAT WÖRTERBUCH (à suivre)

LIRE PAGE

- 2 à 5. — La physiologie du scrutin.
- 6 à 8. — Les résultats dans la région parisienne.
- 9 à 18. — Les résultats en province.
- 19-20. — Les réactions en France et à l'étranger.
- 23. — Les spectacles, J. Lonchamp, J. de Baroncelli.
- 28. — Les sports, J. Marquet, F. Janin, M. Castaing.
- 32. — Découverte sous-marine en Corse.

Le Monde

Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX'. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY

0,50 F

Algérie, 0,50 DA; Maroc, 0,50 dir.; Tunisie, 50 m.; Allemagne, 0,70 DM; Autriche, 5 sch.; Belgique, 5 fr.; Danemark, 1,75 kr.; Espagne, 8 pes.; Gde-Bretagne, 1,3 sh.; Grèce, 5 dr.; Italie, 100 l.; Luxembourg, 5 fr.; Norvège, 1,50 kr.; Pays-Bas, 0,65 fl.; Portugal, 7,5 esc.; Suède, 1,25 kr.; Suisse, 0,50 fr.; USA, 50 cts; Yougoslavie, 3 din.

Tarif des abonnements page 15

C.C.P. PARIS N° 4207-23
TELEPARIS N° 65572
Ad. télégr.: JOURMONDE-PARIS
Tél.: PRO. (770) 91-29

LE PREMIER TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Georges Pompidou arrive nettement en tête (43,95% en métropole) devant M. Alain Poher (23,42%), suivi de près par M. Jacques Duclos (21,52%)

Charybde ou Scylla ?

Par SIRIUS

A PRES l'échec et le départ du général de Gaulle, qu'il avait lui-même prévus sinon voulus, il fallait à la France un successeur capable de préserver l'essentiel des institutions tout en renouant aux nombreux abus dont elles avaient souffert, de faire droit à de légitimes revendications sociales sans céder à une démagogie génératrice d'impulsions, de désordre et finalement de faillite, d'affirmer la place et le rôle de la France en Europe et dans le monde sans prétendre à des primautés dont aucun effet de prestige ne pouvait indéfiniment masquer ce qu'elles avaient d'insoutenable. La logique et l'efficacité semblaient exiger que l'on fit appel à un homme nouveau, appuyé sur de nouvelles équipes.

Comme il était à craindre, les formations du centre n'ont pu trouver le chef de file qui se serait imposé au corps électoral. Les forces organisées et les énormes ressources mises au service de M. Pompidou rendaient-elles vaine la compétition? M. Poher a-t-il été plus gêné qu'aide par la charge de président intérimaire qu'il assurait avec une dignité et une autorité trop empreintes de bonhomie pour séduire les foules? Sa force était d'être soutenu par la majorité du Sénat, dont le chef de l'Etat avait juré la perte, et par ces notables dont le général de Gaulle n'admettait pas qu'ils puissent faire écran ou simplement servir de relais entre lui et le suffrage universel, seul admis à reconnaître — voire à fonder — la légitimité d'un pouvoir exceptionnel. Sa faiblesse était d'être un inconnu, un brave homme, qui n'avait guère tiré ses titres de noblesse que du Parlement européen et de sa campagne pour le « non » au dernier référendum. Pour ces raisons — et sans doute quelques autres qu'il ne serait pas sans intérêt d'élucider, — une partie des hommes qui auraient dû normalement le soutenir ont préféré changer de camp.

Aujourd'hui, l'adversaire a beau jeu de montrer que le prétendant ne dispose pas, dans le pays, de l'audience nécessaire, et que, pour l'emporter, il lui faudrait recueillir non seulement les suffrages qui sont allés au tandem Defferre-Mendès France et au candidat du P.S.U., mais, dans leur quasi-totalité, les voix de M. Duclos. Il a beau jeu également d'affirmer que M. Poher serait alors l'otage de trop puissants alliés et bien en peine de mettre en œuvre la politique qu'il a définie en douze points. Il n'ajoute pas, mais on peut sur ce point lui faire confiance, qu'il n'hésiterait pas, cette fois comme naguère, à s'allier « objectivement » à ceux que le Général traitait alors de « séparatistes » pour rendre intenable la position du nouveau chef de l'Etat, ainsi acculé à dissoudre l'Assemblée nationale, avec les inconvénients certains et les risques probables de l'opération.

Le moindre mal ne serait-il pas, dans ces conditions, de laisser le duel s'engager entre M. Pompidou et M. Duclos? Le vieux leader a mené sa campagne avec un entrain, une rondeur, une habileté auxquels on ne peut que rendre hommage. Plus rassurant que doctrinaire, il s'est bien gardé d'apparaître comme le fourrier de son parti, et le mot « communisme » semblait exclu de son vocabulaire électoral. Les Français pourtant ne sont pas si naïfs. Même s'ils reconnaissent qu'avec le temps le parti communiste a beaucoup évolué, même s'ils ne songent plus à rejeter hors de la communauté nationale vingt pour cent d'entre eux, ils savent que, fût-ce sous l'étiquette de « démocratie avancée », le pouvoir communiste n'a pas coutume de se prêter au jeu de l'alternance. Pour lui, les principes demeurent, et aussi, jusqu'à nouvel ordre, les modalités d'application. Or, parmi ces cinq millions d'hommes et de femmes qui se sont prononcés pour M. Duclos, combien d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels, en vient réellement le sort qui est fait à leurs camarades dans les démocraties populaires et rêvent d'un éden tchécoslovaque?

Dans ces conditions, le retrait de M. Poher aurait au moins l'avantage de placer les Français en présence d'une situation nette, même si elle les contraignait à un choix pour beaucoup détestable. En tout état de cause, M. Pompidou a sur son adversaire l'avantage d'être mieux connu et de s'être rodé à l'exercice du pouvoir. Rendons-lui cette justice que s'il a été pendant vingt-cinq ans l'homme lige de l'ex-président, que s'il a jugé nécessaire pour les besoins de la cause d'affirmer sa permanente solidarité avec le chef qui l'avait choisi, il lui est tout de même arrivé de s'opposer. C'est à lui plus qu'à tout autre qu'Edmond Jouhaud doit de ne pas avoir été fusillé, et son attitude au cours des « événements » de l'an dernier n'a pas peu contribué à sa disgrâce. Cet ancien étudiant socialiste passé à la grande banque, ce dilettante qui préfère tout à coup aux menus plaisirs de la vie parisienne et au charme de l'île Saint-Louis les moutons de Caïarc et — le mot est de lui — la « prison » de l'Elysée, ce lettré sceptique qui paraît à beaucoup également apte, suivant les circonstances, à revêtir la peau d'un radical socialiste ou d'un dictateur, peut-il être vraiment, comme il le proclame, l'homme de l'ouverture vers le centre, du dialogue avec la gauche, le président, en un mot, de tous les Français? Ne va-t-il pas, plus encore que son ancien maître, cristalliser toutes les oppositions et surtout moins dominer que lui — outre les ultras de son propre parti — ces forces obscures que celui-ci, depuis Londres, n'avait cessé d'entretenir et de développer? « Je suis de tempérament très libéral... » affirmait-il dans le sketch radiophonique soigneusement monté avec M. Jacques Duhamel. S'il y a des polices parallèles, je vous garantis que je les supprimerai. » Acceptons-en l'augure, mais ce « si » a de quoi surprendre. Où donc aurait-on pu mieux être informé qu'à l'hôtel Matignon? Pour ne parler que d'elle, une certaine affaire Ben Barka...

Il est donc impossible d'exclure que la dégradation des libertés traditionnelles et l'accaparement de l'Etat par un parti, la lente dérive depuis un demi-siècle vers un mode français de fascisme ou de socialisme totalitaire, n'aillent en s'aggravant. Peut-être est-ce le sort commun qui attend un peu partout des démocraties parlementaires de plus en plus déchirées et impuissantes, de plus en plus incapables d'assurer à la fois la production accrue des richesses et leur équitable répartition. En France, la troisième voie paraît aujourd'hui barrée, mais il n'est pas encore certain qu'on ne puisse éviter Charybde que pour mieux tomber dans Scylla. Pour éviter que ne se poursuive et ne s'aggrave un gaullisme sans de Gaulle — qui sait, d'ailleurs, si celui-ci a vraiment dit son dernier mot? — pour que s'élabore enfin chez nous ce « socialisme à visage humain » qui est l'aspiration commune des peuples, il y a sans doute mieux à faire que de maintenir à tout prix une candidature qui vient — qu'on le déplore ou non — d'être désavouée.

- Sévère défaite des socialistes, dont le candidat M. Gaston Defferre, n'obtient que 5,07%
- Pour les leaders de la majorité, M. Poher doit se retirer

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle placent en tête, nettement détaché, M. Pompidou, avec 43,95% des voix en métropole, c'est-à-dire un meilleur pourcentage que le général de Gaulle au premier tour de l'élection présidentielle de 1965 et que l'U.D.R., au premier tour des élections législatives de 1968, mais un peu inférieur au « oui » au référendum du 27 avril dernier.

M. Poher recueille 23,42% des suffrages, un peu plus que le total des voix rassemblées en 1965 par MM. Lecanuet, Tixier-Vignancourt et Marcilhacy, qui le soutenaient tous les trois cette fois. Il est suivi de près par M. Duclos (21,52%), qui retrouve

les voix communistes de 1967 et efface le recul de 1968. Le candidat socialiste, M. Defferre, enregistré avec 5,07% une perte importante par rapport à l'électorat de son parti.

Le second tour, le 15 juin, paraît donc devoir opposer MM. Pompidou et Poher, puisque ce dernier, en dépit des objections de son adversaire et des gaullistes, a déclaré qu'il ne se retirerait pas. Les directions des partis qui alignaient un candidat, et en particulier le comité central du P.C., convoqué lundi à 17 heures, et le comité exécutif du parti socialiste, qui siégera mardi, vont maintenant arrêter leur attitude en vue du second tour, sauf le P.S.U.,

qui attendra samedi pour se décider. Déjà M. Séguin a annoncé que la C.G.T. ne choisirait pas entre les deux candidats, et M. Waldeck Rochet met en garde les socialistes contre l'« alliance centriste », ce qui semble indiquer que le P.C. ne fera pas voter pour M. Poher.

En fin de matinée, lundi, MM. Poniatowski, secrétaire général des républicains indépendants, et Courroy, président du groupe giscardien du Sénat, demandaient audience à M. Poher pour l'engager à se retirer. Mais ce dernier ne les a pas reçus.

En revanche, M. Pompidou a reçu M. Ducatel, qui a annoncé qu'il se désistait en faveur de ce « grand homme d'Etat ».

1) La participation au scrutin se situe dans la moyenne de la V^e République. — Avec 21,80% d'abstentions en métropole, on a moins voté qu'aux quatre dernières consultations générales (présidentielles de 1965, législatives de 1967 et de 1968, référendum du 27 avril dernier), mais plus qu'à toutes les précédentes depuis 1958, sauf au référendum de novembre de cette année-là qui ratifia la Constitution de la V^e République.

Le mode d'élection du président de la République continue donc d'être assez populaire, même si l'intérêt suscité est un peu moindre qu'en 1965. La proportion de votes blancs et nuls (1,28%) est très faible pour un scrutin où il fallait choisir entre sept bulletins.

2) M. Georges Pompidou, avec 43,95% des suffrages, obtient en pourcentage, dans la métropole, un meilleur résultat que le général de Gaulle au premier tour de 1965 (43,71%), bien qu'il recueille près de sept cent cinquante mille voix de moins. — Il dépasse légèrement le total des voix gaullistes au premier tour des élections législatives de 1968 (43,65%). Il reste en deçà, en revanche, du « oui » au référendum du 27 avril 1969 (46,82%).

Ce succès incontestable de l'ancien premier ministre a démenti les sondages qui le maintenaient rigoureusement au même étage de 40-41% depuis trois semaines. Il conduit ses partisans à estimer que son élection au second tour est virtuellement acquise. Ils font valoir qu'en 1965 de Gaulle avait été devancé par M. Mitterrand dans vingt départements au premier tour (et dans vingt-quatre au second), alors que M. Pompidou arrive en tête dans tous les départements, à l'exception d'un seul, celui de la Seine-Saint-Denis, fief communiste, où il est battu non pas par M. Poher, mais par M. Jacques Duclos. C'est aussi dans ce département de la « ceinture rouge » de Paris que le candidat gaulliste enregistré son moins bon résultat (33,9%). Les supporters de M. Pompidou espèrent, d'autre part, qu'il reprendra à droite et même au centre des voix à M. Poher; qu'il retrouvera une partie au moins de la fraction de l'électorat communiste qui votait gaulliste jusqu'en 1968; enfin, qu'il y aura des transferts en sens divers qui lui seront finalement profitables.

Le meilleur département pour M. Mitterrand en 1965, au premier tour, était celui dont il est l'élu, la Nièvre. Le meilleur département pour M. Pompidou en 1969 est le Cantal, qui l'a élu député en 1967 et réélu en 1968. C'est la prime normale à l'en-

fant du pays. Et c'est dans le Cantal aussi que, par voie de conséquence, M. Poher obtient son plus faible pourcentage (8,89%).

A quelques rares exceptions près, l'ancien premier ministre conserve un net avantage dans les fiefs traditionnels du gaullisme, c'est-à-dire dans les deux départements aisaciens, en Moselle, dans l'Ouest breton (Morbihan, Finistère, Ille-et-Vilaine), en Maine-et-Loire, en Vendée, dans la Manche et la Mayenne, dans le sud du Massif Central (Cantal, Lozère, Haute-Loire, Aveyron), enfin en Corse et dans les Basses-Pyrénées. Ces seize départements sont ceux où il recueille la majorité absolue des suffrages.

PIERRE VIANSSON-PONTE.
(Lire la suite page 2, 1^{er} col.)

La gauche spectatrice

On avait vu à l'occasion de l'élection présidentielle de décembre 1965 et surtout lors des « législatives » des 5 et 12 mars 1967 à quel point l'unité de la gauche pouvait être « payante ». Il existe aussi une « dynamique de la division » que le scrutin de dimanche illustre parfaitement et de façon cruelle pour tous ceux qui sont les victimes de cette division après en avoir été les artisans ou les apprentis-sorciers.

Si M. Jacques Duclos progresse

par rapport aux « législatives » de mars 1967 et de juin 1968, M. Michel Rocard perd une petite portion de terrain (3,66% des suffrages exprimés au lieu de 3,94% le 23 juin 1968) et M. Gaston Defferre s'effondre. Ainsi est-il prouvé que lorsque la gauche est unie chacune de ses composantes en profite, tandis que lorsqu'elle se disloque le parti communiste est le seul à ne pas pâtir de cette situation.

Il semble établi que le sénateur de la Seine-Saint-Denis est apparu aux yeux de beaucoup de non-communistes comme le « candidat unique » de la gauche bien qu'il ne le fût pas, et qu'il a vu se reporter sur son nom bon nombre de ceux qu'avaient déçus ou révoltés la tactique centriste et les « opérations » anti-unitaires de l'état-major du nouveau « parti socialiste ». Les résultats de dimanche attestent d'autre part que, contrairement aux analyses et aux espérances de M. Guy Mollet, le corps électoral n'a pas porté au passif du P.C.F. les événements de Tchécoslovaquie.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 5, 4^e col.)

Les résultats complets du premier tour en métropole

Inscrits	28 775 876
Votants	22 500 644
Abstentions	6 275 232 (21,80 %)
Blancs ou nuls	289 922 (1 %)
Suffrages exprimés	22 210 722 (77,18 %)
Majorité absolue	11 105 362

Candidats	Nombre de voix obtenues	% Suff. exp.	% Inscrits
Georges Pompidou	9 763 428	43,95	33,92
Alain Poher	5 202 271	23,42	18,07
Jacques Duclos	4 781 838	21,52	16,61
Gaston Defferre	1 128 049	5,07	3,92
Michel Rocard	814 053	3,66	2,82
Louis Ducatel	284 820	1,28	0,98
Alain Krivine	236 263	1,06	0,82

Le ministère de l'intérieur a diffusé lundi, en début de matinée, une statistique provisoire, tenant compte des résultats obtenus dans une partie des DOM et des TOM : île de la Réunion, les îles Wallis et Futuna et la Nouvelle-Calédonie.

Ces résultats, ajoutés à ceux de la métropole, donnaient, pour 28 998 345 inscrits et 22 336 567 suffrages exprimés, les pourcentages suivants : MM. Georges Pompidou, 44,14% des suffrages exprimés; Alain Poher, 23,38%; Jacques Duclos, 21,43%; Gaston Defferre, 5,06%; Michel Rocard, 3,65%; Louis Ducatel, 1,28%; Alain Krivine, 1,06%.

michel droit

L'ORIENT PERDU

ROMAN

La suite des "Compagnons de la Forêt-Noire"

Julliard

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS A L'ÉTRANGER (p. 20 à 22)

- TCHÉCOSLOVAQUIE : la session du comité central a confirmé un durcissement général.
- MOSCOU : M. Husak demande que la conférence communiste n'examine pas le problème tchécoslovaque.
- AMÉRIQUE LATINE : M. Rockefeller annule sa visite au Venezuela; cinq cents arrestations en Argentine.
- ETATS-UNIS : M. Edward Kennedy critique sévèrement le gouvernement de Saïgon.
- BIAFRA : dix-huit Européens condamnés à mort.

AU JOUR LE JOUR

L'auberge espagnole

La stabilité du corps électoral qu'on vante tellement est surtout numérique, car enfin il est évident que M. Pompidou a récupéré les voix perdues le 27 avril des gens qui veulent le gaullisme sans de Gaulle et que M. Poher a conservé quelques-unes de ceux qui auraient accepté de Gaulle sans les gaullistes. De même, M. Duclos bénéficie des voix cumulées de ceux qui veulent la gauche sans les socialistes, et parfois même le mendésisme sans M. Defferre.

En fin de compte, ces chassés-croisés montrent que les électeurs français sont moins dociles et moins influençables que ne le disent les pessimistes. Qu'on leur offre la carte gastronomique ou le plat unique, ils traitent le restaurant électoral comme on traitait jadis les auberges espagnoles de la légende : en y apportant chacun son propre repas.

ROBERT ESCARPIT.

«WEEKLY SELECTION»

Le Monde

La Sélection hebdomadaire

en anglais

est vendue

par abonnements dans tous les pays